

Au Journal officiel du 5 au 10 mars 2016

Au Journal officiel du 5 au 10 mars 2016

14/03/2016

Au Journal officiel du 5 au 10 mars 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 5 mars 2016 :

- D. n° 2016-261, 3 mars 2016 relatif aux **traitements automatisés du contrôle des personnes placées sous surveillance électronique et sous surveillance électronique mobile** et *modifiant le Code de procédure pénale* (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État) - *Voir également la délibération de la CNIL n° 2015-310, 17 sept. 2015 ;*
- Rectificatif au décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux **modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale.**

Au JO du 6 mars 2016 :

- D. n° 2016-271, 4 mars 2016 modifiant le décret n° 2015-997 du 17 août 2015 portant application de l'article 32 de la loi n° 2014-891 du 8 août 2014 de finances rectificative pour 2014 ;
- D. n° 2016-272, 4 mars 2016 relatif aux modalités de déclaration et de recouvrement applicables à la taxe de solidarité additionnelle - *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- D. n° 2016-273, 4 mars 2016 relatif à l'assistance médicale à la procréation - *Modification du Code de la santé publique.*

Au JO du 8 mars 2016 :

- L. n° 2016-274, 7 mars 2016 relative au **droit des étrangers en France** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 67) - Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code de l'action sociale et des familles, du Code du travail, du Code de la sécurité sociale, du Code général des impôts, du Code de justice administrative, du Code de procédure pénale, du Code pénal, du Code civil et du Code du*

travail applicable à Mayotte.

Au JO du 9 mars 2016 :

- **Arrêté du 29 février 2016 portant création du traitement de suivi de l'encaissement des jours-amende dénommé « Jours-amende » (JAm) - V. aussi la délibération de la CNIL n° 2016-032 du 11 février 2016.**

Au JO du 10 mars 2016 :

- D. n° 2016-280, 8 mars 2016 relatif aux indications géographiques protégeant les produits industriels et artisanaux - *Modification du Code de la propriété intellectuelle.*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA